



CONFERENCE OF INGOs
OF THE COUNCIL OF EUROPE

CONFERENCE DES OING DU
CONSEIL DE L'EUROPE

SESSION d'HIVER

**Commission Démocratie, cohésion sociale et enjeux mondiaux
CONF/DEM(2015)SYN2**

PROJET DE CARNET DE BORD

A L'ATTENTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION DEMOCRATIE, COHESION SOCIALE ET ENJEUX MONDIAUX

La commission Démocratie, cohésion sociale et enjeux mondiaux s'est réunie le 24 juin 2015 au Conseil de l'Europe, à Strasbourg, sous la présidence d'Anne-Marie CHAVANON

La présidente adresse au nom des vice-présidents, Karl DONERT et Thierry MATHIEU, et en son propre nom, des propos de chaleureuse bienvenue aux ONG présentes ainsi qu'aux intervenants inscrits à l'ordre du jour de cette réunion. Elle remercie les interprètes, Katia Di STEFANO, Jean-Jacques PEDUSSAUD et Julia TANER de leur précieux concours.

Elle annonce les temps forts de cette réunion, notamment l'accueil et le départ de l'Interfaith tour, le point sur l'engagement de la commission à l'approche du Sommet Climat de Paris, fin 2015, et le lancement des groupes de travail.

La commission

1. *Ordre du jour*

a adopté l'ordre du jour sans modification

2. *Synopsis*

a adopté le carnet de bord de la réunion du 27 janvier 2015, qui rapporte au-delà du simple relevé de décisions l'essentiel des discussions, notamment le contenu relatif au débat d'urgence sur le thème « *Je suis Charlie, je suis..., la marche du 11 janvier, un immense espoir et une responsabilité* » [CONF/DEM(2015)SYN1].

3. *Départ de l'InterFaith Tour du Conseil de l'Europe.*

A entendu Samir AKACHA, Léa FRYDMAN, Ariane JULIEN et Lucie NEUMANN, les quatre participants de la deuxième édition de l'InterFaith Tour créé par l'association COEXISTER présentée par son président fondateur, Samuel GRZYBOWSKY, lors de la session de janvier 2015

Samir AKACHA, âgé de 27 ans, musulman, président du groupe Coexister Marseille, a rejoint l'association à la suite d'un voyage à Jérusalem organisé par celle-ci pour aller à la rencontre d'acteurs de paix en Cisjordanie et en Israël. Bouleversé par cette expérience qui l'a conduit à fréquenter pour la première fois des Juifs et des Chrétiens, il s'est engagé au sein de l'association. «Les religions sont parfois source de conflit mais parfois source de beauté lorsque les hommes décident de mettre leurs différends de côté pour agir » souligne Samir. Cependant l'interreligieux est avant tout, pour lui, un outil qui permet de dialoguer avec l'ensemble de la société pas seulement les croyants. Il note qu'en France, selon un récent sondage, un tiers de la population serait athée et un autre tiers agnostique.

Lucie NEUMANN, âgée de 19 ans, chrétienne, présidente du groupe Coexister Paris, a rejoint cette association après une expérience bouleversante pour elle, celle du « Train de la Mémoire », à Auschwitz, deux ans plus tôt. Elle s'est alors interrogée sur les actions possibles pour agir contre le communautarisme et l'absence de communication.

L'InterFaith Tour a pour objectif, dit-elle, « d'aller à la rencontre de personnes qui créent des initiatives interreligieuses à travers le monde. Recenser ce qui se fait, essayer d'importer en France de bonnes pratiques de cohésion sociale pour améliorer le vivre ensemble », c'est, pour elle, un prolongement de son engagement associatif et interreligieux. Par ailleurs, elle souligne un changement probable de regard sur les initiatives : cinq garçons étaient partis lors de la première édition, celle-ci rassemble trois filles et un garçon.

Israël Mensah, vice président, se réjouit de la référence au Train de la Mémoire qu'il a contribué à lancer, engageant les jeunes à « toujours lier dialogue interculturel et dialogue interreligieux, chacun d'eux contenant l'autre ».

Ariane JULIEN, âgée de 27 ans, athée, qui vient de terminer un master en sciences sociales, est avant tout guidée par des raisons humaines, la volonté de comprendre l'attrait des religions et de créer des passerelles entre communautés de croyants et/ou de non croyants.

Léa FRYDMAN, âgée de 19 ans, de culture juive, souhaite montrer à travers ce voyage que l'engagement des jeunes est possible en politique, pour une action sociale. Elle croit à la pratique de l'action sociale grâce à l'échange interreligieux. Au sein de l'association, dit-elle, cet échange naît de la rencontre entre les diverses convictions et l'apprentissage des rites et des règles des autres communautés. L'une des grandes particularités du projet est, à ses yeux, de vivre ensemble 7 jours sur 7 pendant 10 mois. Dialogue et acceptation en sont les axes forts. L'interreligieux n'est pas une fin en soi mais un dialogue pour une action sociale.

Ce voyage s'étalera sur 300 jours, dix jours dans chaque pays à travers l'Europe, le Moyen Orient, l'Afrique, puis l'Asie, l'Amérique du Sud et l'Amérique du Nord, soit 34 pays dont une douzaine déjà explorés par la précédente équipe, parmi lesquels l'Inde, le Burkina Faso et les Etats-Unis. Le but est de documenter des initiatives de dialogue, précise Samir, pour essayer de les importer comme, par exemple, la « Grande nuit des religions » de Berlin que l'association tente de mettre en place, à l'été 2016, avec la ville de Paris. Autre exemple de solidarité, les repas servis par des bénévoles dans le plus grand temple Sikh du monde, soit à une population de 100 000 à 150 000 personnes sans distinction de caste, de religion ou d'ethnie.

Le travail académique de la première équipe sera, cette fois, plus journalistique pour faire connaître ces initiatives avec de nombreux reportages, des articles et des infographies facilement

partageables sur Internet. L'objectif est de faire prendre conscience de la richesse des initiatives et de leur diversité dans le monde.

Le financement du voyage est partiellement assuré par des bourses (Coexister et Spark News), des aides, en échange de données, de films et d'images (université interreligieuse de Vienne, maison de production cinématographique d'Angers), d'ambassades et du ministère des Affaires étrangères français.

Au cours des échanges avec la salle, Samir AKACHA ajoute : « Nous agissons ensemble au nom des valeurs de solidarité et d'échange. COEXISTER intervient dans les collèges et lycées pour déconstruire les préjugés antisémites, islamophobes, racistes. C'est un tout : Nous sommes d'accord pour ne pas être d'accord. Il ne s'agit pas de rechercher un syncrétisme mais de rendre plus sûre sa propre conviction, afin de pouvoir échanger avec l'autre dans le respect pour ne pas vouloir le changer mais se nourrir de ses différences. Personnellement, j'ai l'impression de devenir un meilleur musulman au contact de juifs, de chrétiens, d'athées et d'agnostiques parce qu'ils me posent des questions que des musulmans ne me poseraient pas, parce qu'elles leur paraîtraient une évidence. Ce qui exige une recherche dans les textes, leur contexte, l'histoire et la sociologie. Coexister est un groupe qui fait chercher en soi et ailleurs pour former une sorte de communauté ».

Après avoir remercié les intervenants et formé des vœux pour le bon déroulement de leur voyage, la présidente de la commission leur remet, en compagnie de la présidente de la Conférence des OING, Anna RURKA, un T-shirt frappé de la profession de foi du Conseil de l'Europe : « *Chacun jouit des droits reconnus dans la convention, quelle que soit la couleur de sa peau, son sexe, sa langue, ses convictions politiques ou religieuses, ou ses origines* » ainsi qu'un répertoire symbolique aux couleurs du drapeau du Conseil de l'Europe, de format carte de crédit, pour consigner les coordonnées de futurs amis rencontrés. Elle leur donne rendez vous devant la commission, à leur retour, en juin 2016.

4. *Changement climatique et migrations, contribution à la 21ème conférence Climat qui se tiendra à Paris du 30 novembre au 12 décembre 2015*

a débattu du lien entre climat, droits de l'Homme et migrations.

En introduction, la présidente a souligné l'adéquation de ce thème avec les propos tenus, la veille, au Conseil de l'Europe par le secrétaire général des Nations-Unies appelant l'Europe à « un sursaut face au climat », en particulier dans les domaines liés aux migrations environnementales.

Karl DONERT, vice président de la commission, responsable du groupe de Travail « Climat et droits de l'Homme », en binôme avec Edith WENGER initiatrice de ce groupe, a présenté les effets directs des changements climatiques sur les zones à risques et sur les flux migratoires :

- ✓ la fragilité des territoires côtiers et insulaires proches du niveau de la mer sur lesquels vivent des centaines de milliers de personnes ;
- ✓ les risques de non concordance des ressources hydriques et des besoins en cultures vivrières, possible cause à la fois de conflits dans les pays touchés et de déséquilibres dans les pays d'accueil, y compris européens.
- ✓ la multiplicité de causes (politiques, économiques, sociales et environnementales) que l'on ne peut dissocier ;

- ✓ le principe « push and pull » qui en résulte (certains territoires étant jugés plus attractifs que d'autres) et le caractère aléatoire et complexe des parcours migratoires ;
- ✓ l'absence de logique de certains mouvements, notamment les destinations choisies par les passeurs ;
- ✓ la pression économique, sociale et environnementale provoquée par des migrations plus ou moins soudaines et des maladies inconnues dans les pays d'accueil.

François GEMENNE, spécialiste de géopolitique environnementale, a déclaré dans une contribution filmée que les dégradations de l'environnement sont devenues l'un des principaux facteurs de migrations forcées dans le monde. En 2013, dit-il, 22 millions de personnes ont été déplacées en raison des seules catastrophes naturelles. Or ces migrations souvent intérieures vont amener à terme une redistribution internationale qui nécessite une coopération organisée.

Par ailleurs, le statut de réfugié climatique, qui n'a aujourd'hui aucune réalité juridique, ne suffirait pas à régler le problème des déplacements climatiques, plutôt infra-régional.

Edith WENGER, Bureau européen de l'environnement (BEE), fondatrice et animatrice du Groupe de travail « Climat et droits de l'Homme » a rappelé les engagements de la commission en vue de la COP21, notamment la déclaration diffusée lors du Sommet de Varsovie, en 2013, le position paper soutenu par la Conférence des OING destiné à être un document d'information et de référence pour les ONG. Edith WENGER engage les membres de la commission à le diffuser. Elle évoque la participation de dizaines de milliers d'ONG à la conférence de Paris et invite les ONG présentes à s'engager aux côtés d'associations de terrain telles que Alternatiba.

Jean-Pierre RIBAUT, ancien haut fonctionnaire du Conseil de l'Europe en charge du secteur de l'Environnement, aujourd'hui délégué de Pax Christi et représentant du Saint Siège dans certaines instances du Conseil de l'Europe, a présenté brièvement l'encyclique sur le climat et l'environnement "Laudato Si" du Pape François, publiée le 18 juin 2015.

Après avoir souligné le caractère pernicieux du changement climatique en raison de la rapidité de l'élévation des températures et de la lenteur de l'impact des mesures préventives, Jean-Pierre RIBAUT a insisté sur l'importance de cette encyclique qui aborde tous les aspects de la vie humaine. Il qualifie ce texte de traité d'écologie, d'économie, de sociologie, de gestion financière, de politique et d'éthique. « Bien commun de tous et pour tous », le climat y est considéré comme un droit de l'Homme, relève Jean-Pierre Ribaut. Il s'agit d'un appel à la mobilisation, à une modification des comportements de chacun, quelles que soient ses convictions, conclut-il.

La commission

a pris note de la préconisation d'ATD Quart Monde, à ce point du débat, pour que les mesures d'impact des politiques publiques préventives concernent les 20% de la population la plus pauvre.

a été invitée à participer

- au side-event organisé le 29 septembre 2015 au Palais de l'Europe, en lien avec la Sous-commission du développement durable de l'Assemblée parlementaire présidée par Lord PRESCOTT et la Direction des droits de l'Homme du Conseil de l'Europe ainsi que l'organisation internationale des Migrations (OIM)
- aux side-events, en instance d'approbation, soumis au secrétariat de l'UNFCCC

5. Forum Mondial de la Démocratie

a été informée par Eladio FERNANDEZ-GALLIANO, Chef du Département des Initiatives démocratiques et responsable de la coordination du Forum mondial de la Démocratie qui se tiendra du 18 au 20 novembre 2015 de l'organisation et des raisons du thème retenu pour l'édition 2015 du Forum : "*Liberté versus contrôle : pour une réponse démocratique*".

Le thème du climat, d'abord envisagé en accompagnement de la COP21, a fait place, au lendemain des attentats de Paris, aux questions de liberté et de sécurité liées aux mesures adoptées par les Etats face à la menace terroriste afin que le droit à la vie privée et à la liberté de l'information soient préservés.

M. FERNANDEZ-GALLIANO sollicite les ONG et indique que seront prioritairement retenues, pour alimenter les ateliers de ce forum annuel, des actions de terrain.

6. Semaine européenne de la démocratie locale (SEDL) 2015

a entendu l'appel à contribution de Denis HUBER, responsable du Service de la coopération, de l'administration et des relations extérieures du Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux, assisté d'Orsolya GANCSOS, assistante du projet, sur le thème « *Vivre ensemble dans des sociétés multiculturelles : (se) respecter, dialoguer, interagir* ». D'autres thèmes capables de mobiliser la société civile peuvent être envisagés. De multiples formes d'action (y compris sportives) sont possibles tout au long du mois d'octobre.

Les 200 000 collectivités locales du continent européen ne pouvant être sollicitées directement par le Congrès, Denis Huber fait appel à la médiation des ONG. Il leur revient d'inscrire elles mêmes les événements créés, sur le site bilingue dédié

a pris note de l'invitation de l'un de ses membres, Jean-Gabriel PRIEUR, délégué d'ATD Quart Monde, à la journée d'action en faveur de la pauvreté qu'il souhaite relier à la SEDL et qui se déroulera au Conseil de l'Europe, à Strasbourg, le 16 octobre 2015.

7. Participations de la Commission aux travaux d'autres organes du Conseil de l'Europe

a entendu le compte rendu

- de Thierry MATHIEU et Anne-Marie CHAVA NON intervenus lors du Comité européen sur la démocratie et la gouvernance - CDDG – les 16 et 17 avril 2015 où représentants des Etats et ONG se sont engagés à recueillir les bonnes pratiques de cohésion sociale
- de Gerhard ERMISCHER intervenu lors de la 8eme Conférence du Conseil de l'Europe sur la convention européenne du Paysage où, pour la première fois, les ONG ont été invitées à s'exprimer en même temps que les représentants des Etats
- de Anne-Marie Chavanon sur le déroulement du *Jury du Prix du Paysage du Conseil de l'Europe*, où la commission représente la Conférence des ONG, les 16 et 17 avril 2015

8. Programme de travail de la commission: lancement des groupes de travail

a pris note de la création de sept groupes de travail regroupés en trois pôles :

=> Pôle Enjeux planétaires –

- [GT Climat et Droits de l'Homme](#), coordination Karl DONERT (EUROGEO) –
- [GT Economie de la santé](#) coordination Thierry MATHIEU (AIRHH)

=> Pôle Cohésion des hommes et des territoires –

- [GT Europe-Méditerranée](#), coordination Jean-Claude GONON (AEDE) Apport de Jean-Pierre HICHERI (CITI) -
- [GT Territoires partagés](#), coordination Gerhard ERMISCHER (Civilscape), Bernard AUBERT (Isocarp)
- [GT Coexistence active](#) : du vivre ensemble au faire ensemble, coordination Anne-Marie CHAVANON (FIHUAT), Emmanuel MICHEL (Coexister) -
- [GT Développement d'un réseau d'alliances interculturelles européennes](#) coordination Helene PICHON (CEPS)

=> Pôle Gouvernance et démocratie participative

- GT Code de bonnes pratiques pour la participation civile au processus décisionnel, coordination Antonella VALMORBIDA (ALDA)
- [GT Perspectives de genre dans les processus politiques et démocratiques](#) coordination Anje WIERSINGA (IFUW)

=>> Les membres de la commission sont invités à rejoindre les groupes de leur choix en s'inscrivant sur le site internet de la commission <http://www.democracy-coe.org> ou en appelant directement leurs coordonnateurs.

9. Divers

a été informée par Daniel GUERY, délégué du [MIAMSI](#), mouvement d'action catholique international, de l'organisation d'un colloque sous l'intitulé « *Méditerranée, une route dans la mer, migrations des peuples, culture et religion* ». Le MIAMSI souhaite y aborder la migration dans toute sa complexité. Placé sous le patronage du Secrétaire général du Conseil de l'Europe le colloque se tiendra le à Pozzalo, en Sicile du 20 au 22 novembre 2015

Daniel GUERY met à la disposition des membres de la commission un compendium fourni par la direction de droits de l'Homme du Conseil de l'Europe qui recense les recommandations de cette direction et celles de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ainsi que la jurisprudence de la Cour européenne de justice dans le domaine des migrations

AMC